

Proposition 1 : La croissance économique et le développement durable peuvent-ils être conciliable ?

Après avoir montré que la CE est incompatible avec le DD, évoquer les pistes de solutions

Introduction : Le monde connaît aujourd'hui la plus grave crise économique depuis 1945 qui a engendré des effets sociaux particulièrement négatifs notamment en matière de chômage et de pauvreté. A savoir que la croissance économique se traduit par un accroissement de la production de biens et services et de la préservation de l'environnement à plus long terme. Aujourd'hui encore, le monde est confronté à une crise écologique liée aux émissions de gaz à effet de serre qui expliquent le réchauffement préoccupant de la planète. Ce sujet nous permet de comprendre les liens entre CE et DD.

En d'autres termes, **est-il possible de permettre aux populations d'améliorer leurs conditions de vie actuelles sans remettre en cause le sort des générations futures en matière d'environnement ?**

Nous proposons dans un premier temps de montrer en quoi la croissance économique n'est pas compatible avec le développement durable ; puis dans un second temps, nous verrons qu'il existe des possibilités de concilier ces deux notions.

Partie 1 : La croissance économique est au cœur du modèle de développement capitaliste depuis plus de deux siècles. Elle consiste à accroître la production de biens et services et l'enrichissement des populations. Or, la production de biens et services nécessite la mobilisation de facteurs de production qui se traduisent en partie par l'utilisation de ressources naturelles et de sources d'énergie.

Les ressources naturelles sont partiellement renouvelables grâce à l'agriculture ou au reboisement des forêts, mais la surexploitation de ces ressources conduit aujourd'hui à s'inquiéter quant à la diminution des zones boisées et à la raréfaction des réserves d'eau douce. Or, l'espèce humaine ne peut survivre durablement sans accès à ces ressources.

Quant à la consommation d'énergie, elle s'appuie depuis deux siècles sur l'utilisation d'énergies fossiles (charbon et pétrole notamment), dont la combustion conduit au rejet de gaz carbonique dans l'atmosphère. Or, il existe aujourd'hui un consensus entre les scientifiques pour dire que ces rejets expliquent le réchauffement de la planète par le biais d'un effet de serre. On prévoit de fait une augmentation de la température moyenne de 2 à 5 degrés d'ici la fin du siècle, ce qui aurait pour effet des dérèglements climatiques importants et une élévation non négligeable du niveau des océans. Ces perturbations seraient de nature à entraîner d'importants mouvements migratoires et des conflits territoriaux.

L'augmentation soutenue de la production de biens et services pourrait donc se traduire à long terme par une dégradation considérable des conditions de vie pour les générations futures.

Le problème est encore plus aigu si l'on considère la situation des PED. En effet, un pays comme la Chine connaissait un PIB par habitant de 5003 \$ en 2003, soit plus de 7 fois inférieur à celui de la Norvège ou des Etats-Unis. De fait, la Chine est le 85^{ème} pays dans le classement selon l'indicateur de développement humain (qui mesure la qualité de vie des populations), loin derrière la Norvège (1^{ère} du classement) et les Etats-Unis (10^{ème} du classement).

Il est donc compréhensible que ces pays aspirent à un enrichissement économique qui passe par des taux de croissance du PIB élevés (la Chine enregistre une croissance annuelle du PIB par habitant supérieure à 8% depuis 1975). Mais le développement de ces pays passe par une industrialisation massive, nécessitant d'importantes ressources naturelles et une consommation croissante d'énergie. A titre d'exemple, en 2002, la consommation moyenne d'électricité d'un chinois était près de 18 fois inférieure à celle d'un norvégien.

Ajoutons que les méthodes de production des PED sont davantage polluantes que celles des pays développés par manque de maîtrise technologique. Ainsi, pour fabriquer un même produit, la Chine consomme 10 fois plus d'énergie que les Etats-Unis. Ou pour produire une tonne de légumes, la Tunisie gaspille dix fois plus d'eau que l'Italie. L'industrialisation de ces pays est donc de nature à aggraver sensiblement la situation écologique, même si aujourd'hui ces pays polluent nettement moins que les pays développés en raison de leur retard économique.

Le constat est donc bien sombre et il semble inconciliable de favoriser l'amélioration des conditions de vie des habitants de la planète (notamment dans les PED) et la préservation à long terme de l'environnement.

Partie 2 : On peut envisager des pistes permettant de concilier croissance économique et DD.

Les gouvernements de la planète semblent décidés à mettre en œuvre des solutions pour limiter les émissions de gaz à effet de serre. Nous avons vu en quoi la consommation d'énergie fossile se révélait nuisible en matière d'effet de serre et de réchauffement climatique. C'est la raison pour laquelle se développent d'autres sources d'énergie ne présentant pas les inconvénients du charbon ou du pétrole. C'est le cas de l'énergie nucléaire qui rejette peu de CO₂, mais dont le traitement des déchets pose des problèmes de stockages et de risques de diffusion de radioactivité dans l'environnement. C'est le cas également de l'énergie solaire, du biogaz et de l'énergie éolienne qui présentent le double intérêt de ne pas polluer et d'être renouvelables.

Sur un autre plan, se pose aussi la question des déchets que produisent les entreprises et les ménages et dont la quantité croît avec l'augmentation de la production de biens. On peut parvenir à trouver des solutions pour régler des problèmes aussi importants que celui des déchets. On peut également noter que toutes les activités économiques ne polluent pas autant. En effet, l'agriculture et plus encore l'industrie génèrent une utilisation intensive des ressources et une consommation importante d'énergie. Ce qui n'est pas le cas des activités de service qui représentent une part croissante du PIB des pays développés. On peut donc envisager le développement d'activités économiques qui soient beaucoup moins polluantes et dégradantes pour l'environnement.

Les progrès technologiques permettent de mettre en œuvre des procédés de moins en moins polluants (dans l'industrie ou pour les automobiles), même si l'on peut craindre que cela ne soit pas suffisant pour surmonter les enjeux écologiques auxquels nous sommes confrontés.

Les gouvernements disposent des instruments pour agir dans la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.

Le premier instrument repose sur l'obligation, c'est-à-dire sur la réglementation. Il s'agit alors d'imposer aux acteurs économiques des normes environnementales, charge à eux de financer les dépenses leur permettant de respecter ces normes.

Une autre solution consiste à mettre en place - comme l'a fait l'Union européenne et comme c'était prévu dans le protocole de Kyoto - un marché des droits à polluer. Cela consiste à fixer un niveau maximal de rejets de CO₂ et à les répartir entre les agents économiques qui recevront des « droits à polluer » ou « quotas d'émission ». Ceux qui pollueront moins que les droits alloués pourront les revendre sur le marché à ceux qui seraient amenés à polluer davantage que les droits qu'ils possèdent. La régulation par le marché conduit alors à faire augmenter le prix des droits si la demande s'accroît, incitant alors les agents à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Donc, les gouvernements peuvent avoir recours à la taxation sur le principe « pollueur-payeur ». C'est ce que vient de décider le gouvernement français en mettant en place (à partir de 2010) la « contribution climat énergie » plus couramment appelée « taxe carbone ». Le but est de rendre plus coûteuse l'utilisation de sources d'énergies rejetant des gaz à effet de serre, ce qui devrait inciter les agents économiques à modifier leur consommation et à s'orienter vers des modes de consommation moins polluants (production d'électricité d'origine solaire, chaudières par géothermie, meilleure isolation des logements, utilisation de matériaux de construction plus respectueux de l'environnement, etc.). Les Etats ne sont donc pas démunis face à ces questions et force est de constater que dans ce domaine la prise de conscience des gouvernements ne fait que croître.

Conclusion : Nous avons donc vu en quoi la croissance économique était de nature à mettre en péril l'environnement et le sort des générations futures. Nous avons vu que le problème se posait avec plus d'acuité encore concernant les PED. Mais nous avons aussi montré que des solutions pouvaient permettre d'avoir une croissance davantage respectueuse de l'environnement et que les Etats avaient des marges de manœuvre pour agir sur les questions environnementales. Le dernier sommet de Copenhague en décembre 2009 avait pour but de donner une suite au protocole de Kyoto qui expire en 2012. C'était l'occasion de tester

la volonté des gouvernements de la planète d'agir pour préserver le sort des générations futures, en espérant que davantage de pays s'engagent dans cette voie (notamment la Chine et les Etats-Unis), que penser vraiment des résultats obtenus ? Seul l'avenir nous le dira...

Proposition 2 : La croissance économique et le développement sont deux phénomènes liés.

Consigne : Après avoir montré que la croissance économique est indispensable au développement, expliquer pourquoi elle n'est pas suffisante.

La Croissance économique et le développement sont deux concepts différents qui peuvent pour autant être en relation. Les notions de croissance économique et de développement se distinguent pour les économistes. A savoir que selon François Perroux, la croissance économique est l'augmentation soutenue de la production d'un pays pendant une longue période alors que le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rend apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel global. La croissance connoté donc une approche quantitative tandis que le développement une approche plus qualitative de la chose. La croissance économique et le développement ne sont que des phénomènes bouleversants très récents qui ont marqué un énorme fossé entre la période « pré-révolutionnaire » et « moderne ». Ce sujet est intéressant car il nous permet de comprendre les mécanismes de la croissance économique et ses effets sur le développement.

La croissance économique est-elle un vecteur suffisant au développement ?

Dans une première partie, nous montrerons que la croissance économique favorise le développement et dans une seconde partie, nous évoquerons les causes pour lesquelles la croissance économique peut être insuffisante pour assurer le développement.

Partie I- La croissance économique est un vecteur important pour assurer le développement

A. La croissance économique permet l'amélioration du niveau de vie et une meilleure satisfaction des besoins fondamentaux de la population

Seuls les pays qui ont connu une croissance économique ont réussi à réduire leur taux de pauvreté (part des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté dans l'ensemble de la population).

Donc une hausse du PIB conduit à la hausse des revenus distribués qui augmente le niveau de vie de la population et diminution la pauvreté, allonge l'espérance de vie du fait d'une meilleure alimentation. Ces éléments sont constitutifs du développement.

Un PIB faible favorise un niveau de vie faible qui est synonyme de conditions de vie difficiles (mauvaise alimentation, forte mortalité infantile, travail des enfants ...)

B. La croissance permet de dégager les ressources nécessaires à des investissements publics indispensables au développement

La croissance économique est synonyme d'augmentation des recettes de l'État par le biais de la fiscalité. Ces recettes supplémentaires rendent possibles des dépenses d'investissement en « capital humain » de la part de l'État. Dépenses d'éducation : construction d'écoles, formation d'enseignants qui améliorent le taux d'alphabétisation et de scolarisation mais permet aussi de diminuer le travail des enfants.

La productivité de la main-d'œuvre augmente, le progrès technique devient possible, ce qui favorise en retour la croissance économique.

Dépenses de santé : construction d'hôpitaux, de dispensaires améliorent l'état sanitaire de la population, augmente de l'espérance de vie, baisse de la mortalité infantile.

Les richesses supplémentaires peuvent également servir à développer les infrastructures du pays comme :

La construction de routes et de voies de communication qui favorise le développement des échanges et l'extension des marchés et stimule la croissance : La construction des réseaux d'électricité, d'eau ou d'assainissement, qui améliorent les conditions de vie de la population, font progresser l'hygiène et augmentent l'espérance de vie.

La croissance provoque aussi des transformations sociales et politiques qui favorisent le développement. Elle est un moteur de la démocratie. A mesure que le niveau de vie et d'éducation s'élève, les populations demandent à participer aux décisions les concernant. On a pu le constater les pays émergents, où le développement du pays s'est accompagné d'une libéralisation progressive du régime. La démocratie, parce qu'elle impose la prise en compte des aspirations de la population, est un facteur favorable au développement et à l'amélioration du bien-être des populations.

La croissance provoque des transformations démographiques : baisse de la mortalité infantile entraîne la baisse du nombre d'enfants par femme et favorise l'amélioration de l'alimentation des enfants et l'amélioration de la scolarisation des enfants.

La CE engendre aussi des transformations culturelles : Le statut des femmes change et progresse vers plus d'égalité. L'idée de progrès de développement et l'ouverture d'esprit progresse, permettant le progrès technique et l'innovation, sources de croissance économique. Le sentiment de sécurité par rapport à l'avenir (plus de risque de famine, protection contre certains risques sociaux grâce au développement d'un système de protection sociale) permet de prendre des « risques positifs » d'investir, créer son entreprise, innover ETC. Autant de comportements qui sont sources de croissance économiques et d'amélioration des conditions de vie.

La croissance économique, phénomène quantitatif, entraîne des transformations quantitatives (amélioration du niveau de vie, augmentation de l'intervention de l'État ...), mais également des modifications radicales dans les mentalités et les comportements, allant dans le sens d'un plus grand développement humain.

Cependant, l'augmentation du PIB est loin d'assurer à elle-seule le développement d'un pays.

Partie II - Mais la croissance économique a des limites et ne suffit pas à assurer le développement

A. Il existe des cas de croissance sans développement

L'indicateur du PIB reste cependant imparfait comme mesure de la croissance économique. Il est pour cela l'objet de plusieurs critiques :

Le PIB ne mesure que partiellement l'économie informelle. Une part importante des transactions, non déclarée, était perdue pour les statistiques comme pour l'administration fiscale.

Le PIB ne mesure que de façon imparfaite les productions qui ne sont pas commercialisées : ainsi, la production des administrations est supposée égale aux salaires des fonctionnaires ; une évaluation des productions agricoles auto-consommées est intégrée au PIB. D'autre part, même s'il prend en compte la production des activités non marchandes, le PIB ne mesure pas l'activité de production domestique (ménage, cuisine, bricolage, éducation des enfants, etc.) des activités majoritairement réalisées par des femmes.

Le PIB ne mesure que les apports de valeur ajoutée dans l'immédiat (sur une année). Les effets de long terme, notamment dans des services tels que l'éducation ou la santé, ne sont pas ou mal comptabilisés à travers leur impact sur la production.

Le PIB ne mesure que la valeur ajoutée produite par les agents économiques résidents. Il ne prend donc pas en compte les transferts de ressources internationaux, alors que ces derniers représentent souvent une part importante de leur richesse nationale. Il est possible d'utiliser un outil plus pertinent tel que le Revenu national brut.

Enfin, le PIB ne prend en compte que les valeurs ajoutées, et non la richesse possédée par un pays, sans distinguer les effets positifs ou négatifs sur le bien-être collectif. Une catastrophe naturelle qui détruit de la richesse, va pourtant contribuer au PIB à travers l'activité de reconstruction qu'elle va générer. Cette contribution ne reflète pas la destruction antérieure, ni le coût du financement de la reconstruction.

Lorsque les inégalités sont très fortes, l'augmentation des richesses ne profitent pas à l'ensemble de la population, mais une élite économique et politique, la croissance ne débouche pas sur le développement. C'est le cas par certains pays où le PIB/habitant est très élevé du fait de la rente pétrolière mais où les conditions de vie de l'ensemble de la population ne s'améliorent que très lentement.

Dans le cas d'économies extraverties (tournées vers les exportations, souvent en lien avec des firmes multinationales qui exploitent les richesses du pays), les revenus supplémentaires créés par la croissance ne profitent qu'à une minorité de la population employée dans le secteur moderne, laissant de côté l'ensemble du secteur traditionnel.

La croissance peut entraîner des transformations qui déstabilisent l'équilibre social et se traduisent par des conditions de vie difficiles pour une partie de la population. C'est le cas en Chine, où les progrès en matière agricole détruisent énormément d'emplois, imposant un exode rural massif que les autorités peinent à contrôler. Le mécontentement est grand dans les campagnes où le chômage est important, et des révoltes éclatent. Aux abords des grandes villes de l'Est, les populations rurales pauvres s'entassent, espérant profiter des retombées de la croissance économique, mais suscitant de nouveaux problèmes (délinquance, violence, ...).

La croissance se traduit donc pour une part importante de la population par une dégradation de leurs conditions de vie, contraire au processus de développement.

B. Le développement dépend des choix politiques effectués par les gouvernements dans la gestion de la croissance et de la préservation de l'environnement. L'instabilité politique, les conflits larvés ou ouverts que connaissent certains pays en voie de développement ont des conséquences très négatives sur le bien-être des populations. L'argent public est utilisé pour le maintien de l'ordre et la consolidation du pouvoir, et non pour développer les infrastructures sanitaires ou scolaires.

Il faut, pour assurer le développement, une volonté politique de redistribution des richesses et des investissements publics dans le capital humain (éducation, santé). Les choix politiques sont souvent limités dans les pays en développement. Le manque de ressources financières empêche les dirigeants de développer ces politiques. Mais ils sont également contraints par les organisations internationales qui leur imposent des politiques structurelles dans le but de relancer la croissance : diminution du poids de l'État et baisse des dépenses publiques, ouverture à la concurrence étrangère, privatisation des entreprises nationales etc.

Ces types de politique produisent souvent des effets désastreux pour les populations : les productions locales ne supportent pas la concurrence internationale et disparaissent, les infrastructures indispensables au développement ne sont pas construites.

La croissance peut même nuire au développement du fait de son impact négatif sur l'environnement. Les atteintes à l'environnement d'un mode de croissance consumériste et productiviste sont dramatiques. Le réchauffement climatique, la perte de la biodiversité, la diminution des ressources en eau ont un impact négatif sur la santé et les conditions de vie des populations (maladie, malnutrition, décès et blessures causées par des catastrophes naturelles, ...).

Elles ont aussi un impact négatif sur les entreprises qui voient le coût des matières premières augmenter et leur productivité diminuer. Il s'agit donc aujourd'hui de répondre à l'urgence : sortir de la pauvreté les milliards de personnes (notamment le milliard de personnes qui vivent en-dessous du seuil de pauvreté absolue, c'est-à-dire avec moins d'un dollar par jour) tout en diminuant les atteintes à l'environnement. Cela supposerait un effort important de la part des pays développés et des pays en voie de développement, et semble difficile à mettre en place au plan international. Il serait souhaitable de mieux répartir les richesses entre les pays du Nord et les pays du Sud, et d'assurer des échanges équitables. Il faudrait également développer des modes de production propres, en particulier dans les PED, qui, de part leur développement, contribuent de plus en plus au réchauffement climatique.

Conclusion : La croissance économique est une condition nécessaire au développement par l'accroissement des richesses produites. Elle transforme la vie des populations dans la mesure où elle crée davantage de biens et de services. À long terme, la croissance a un impact important sur la démographie et le niveau de vie des sociétés qui en sont le cadre. De même, l'enrichissement qui résulte de la croissance économique peut^[évasif] permettre de faire reculer la pauvreté. Mais la CE n'est pas suffisante. Le bien-être ne se mesure pas qu'en termes matériels. De plus, la croissance actuelle n'est pas compatible avec le développement durable et nous devons préserver le stock de capital disponible pour les générations futures.

La difficulté de concilier croissance économique et développement durable s'exprime chaque jour un peu plus. Cela conduit certains courants de pensée à prôner la décroissance. Cette situation rend urgente une prise de conscience à l'échelle planétaire. La nécessité d'une transformation radicale de notre rapport à l'environnement et de nos modes de consommation et de production peut conduire à l'optimisme ou au pessimisme, selon qu'on regarde le chemin parcouru ou celui qui reste à faire. L'impulsion doit venir de la sphère publique, dans la coopération des États, mais les comportements privés ont aussi à prendre en charge une partie importante de cette

révolution. Il a jugé important de réaffirmer la volonté d'une croissance favorisant l'intégration économique et la cohésion sociale. Peut-on imaginer le bien-être sans le développement durable ?

Proposition 3 : La croissance économique et le développement entretiennent un certain nombre de liens ou relations.

Consigne : A l'aide des documents ci-joints et de tes connaissances personnelles, montres dans quelle mesure le développement accompagne la croissance économique.

Introduction :

Les liens entre la croissance et le développement ne cesse de nourrir des débats entre les économistes contemporains. A savoir que la croissance économique est l'augmentation soutenue sur le long terme de la production d'un pays. Il est à l'origine du développement qui est l'ensemble des transformations économiques, sociales, démographiques et culturelles qui accompagnent la croissance économique. Depuis les trente glorieuses ont été suivi par des crises, les pays développés connaissent de nos jours une récession voire une dépression. Ce sujet va nous permettre d'analyser ces liens entre ces deux phénomènes.

Dans quelle mesure le développement accompagne-t-il la croissance ?

Dans un premier temps, nous monterons que le développement peut accompagner la croissance économique et dans un deuxième temps qu'il peut ne pas l'accompagner.

Partie 1 : Le développement économique a des effets sur la croissance économique

Ils sont intimement liés, mais ils ne sont pas tout à fait la même chose.

Le développement économique englobe un ensemble plus large de changements qualitatifs et quantitatifs visant à améliorer le bien-être et les conditions de vie des habitants d'un pays ou d'une région.

Un développement économique durable et inclusif peut favoriser une croissance économique soutenue, car il crée un environnement propice aux investissements, à l'innovation et à une main-d'œuvre qualifiée.

On peut retenir les effets suivants du développement économique sur la croissance économique :

L'amélioration des infrastructures : l'investissement dans des infrastructures comme les routes, les ponts, les hôpitaux et les écoles facilite les affaires et améliore la qualité de vie, ce qui peut stimuler la croissance économique.

L'éducation et formation : Investir dans l'éducation et la formation permet de créer une main-d'œuvre plus qualifiée et productive, ce qui est essentiel pour la croissance économique à long terme.

L'innovation et technologies : Le développement économique encourage souvent l'innovation et l'adoption de nouvelles technologies, ce qui peut augmenter l'efficacité et ouvrir de nouveaux marchés, stimulant ainsi la croissance économique.

La réduction de la pauvreté : En améliorant les opportunités économiques et en augmentant les revenus, le développement économique peut aider à réduire la pauvreté, ce qui peut également encourager une consommation accrue et une croissance économique soutenue.

La stabilité politique et sociale : Des économies développées tendent à être plus stables politiquement et socialement, ce qui crée un environnement propice à la croissance économique.

En somme, le développement économique crée un terrain fertile pour la croissance économique en améliorant divers aspects de la société et en augmentant la capacité de production et de consommation.

Partie 2 : le développement économique peut avoir certains effets négatifs sur la croissance économique comme :

- **Les inégalités de revenu** : Le développement économique peut parfois conduire à une répartition inégale des revenus, où les bénéfices se concentrent entre les mains d'une minorité, créant ainsi des écarts de richesse.

- **La dégradation de l'environnement** : La quête de croissance économique peut entraîner une surexploitation des ressources naturelles, polluer les écosystèmes et contribuer au changement climatique, ce qui peut affecter la qualité de vie et la durabilité à long terme.

- **Le surendettement** : Les investissements excessifs pour stimuler le développement peuvent aboutir à un endettement massif des gouvernements ou des entreprises, fragilisant l'économie et rendant difficile la gestion de crises futures.

- **La perte de cultures locales** : La mondialisation et le développement économique rapide peuvent éroder les cultures locales et les modes de vie traditionnels, au profit de cultures étrangères dominantes, ce qui peut entraîner une perte d'identité culturelle.

Le stress social : Les changements rapides et les transitions économiques peuvent créer des tensions sociales, des insécurités et un stress accru parmi les populations affectées.

Enfin, Le développement quand il est bien réalisé, tout en bénéficiant du soutien, de l'accompagnement de tous les acteurs comme l'Etat, les entreprises, les ménages favorise une croissance consolidée et vigoureuse. Le cas échéant, des difficultés économiques de tous ordres font leur apparition, affectant du coup la croissance économique. Après la crise financière et économique, l'on se fait une idée sur la déconfiture au sein de l'économie des pays développés. Les pays émergents qui ont rattrapé et même dépassé les pays industrialisés capitalistes ont tout le temps de penser des stratégies afin d'éviter une telle catastrophe.

Proposition 4 : Pays développés et pays en développement se trouvent à des phases différentes dans la transition démographique.

Après avoir fait ressortir les caractéristiques spécifiques de ces évolutions démographiques, vous aborderez ensuite leurs conséquences.

Introduction :

De nos jours les caractéristiques de la transition démographique et ses conséquences dans les PD et dans les PED alimentent plusieurs études de recherche portant sur le développement dans les deux régions du monde qui se trouvent à des phases différentes dans la transition démographique.

A savoir que la baisse de la fécondité est la diminution du nombre moyen d'enfants par femme en âge de procréer. Depuis les années 1970-1980, on constate un recul de la fécondité dans les pays industrialisés capitalistes. Donc, elle a commencé un siècle plutôt dans les pays développés et tardivement les pays en développement. Ce sujet nous invite à faire une analyse approfondie de la diminution de la fécondité et ses conséquences dans le monde.

Quelles sont les caractéristiques spécifiques de la transition démographique dans les deux régions et quelles sont ses conséquences sur le développement de ces pays ?

Pour répondre à cette problématique, nous aborderons dans un premier temps les caractéristiques spécifiques de la transition démographique dans les deux régions et dans un deuxième temps, nous examinons ses conséquences sur le développement dans ces deux régions.

Partie 1 : Les caractéristiques spécifiques de la transition démographique dans les PD et dans les PED

La transition démographique ne présente pas les mêmes aspects dans les deux régions du fait qu'ils n'ont pas entamé le processus au même moment.

Tous les pays développés avec une minorité de PED ont achevé leur transition démographique qui se caractérise par la baisse de la fécondité et une baisse de la mortalité qui ont engendré le vieillissement de la population par le haut et par le bas de la pyramide des âges dans ces pays. Les progrès économiques, les progrès de l'hygiène et les progrès médicaux ont été à l'origine de la baisse de la mortalité. Quant à la baisse de la fécondité, se trouve à son origine plusieurs facteurs : baisse de la mortalité infantile, augmentation du niveau de vie, mise en place des stratégies d'ascension sociales, multiplication des biens de consommation durable, diffusion des moyens de contraception, la conception du temps, le niveau d'instruction, l'émancipation de la femme...

La transition démographique des PED se caractérise également par une baisse de la mortalité et baisse de la fécondité mais dont le niveau reste élevé. Avec une telle évolution les PED sont confrontés à une explosion démographique. A l'origine de cette explosion démographique se trouve la mortalité infantile encore élevée dans certains pays, le faible coût d'entretien de l'enfant, l'absence de projets d'avenir pour les enfants, la perception du rôle économique de l'enfant et surtout le poids des croyances religieuses, des coutumes et us, l'ignorance et la pauvreté.

Partie 2 : La TD a des conséquences différentes selon la région. Il en résulte le vieillissement démographique et l'explosion démographique qui ont une double conséquence sur leur développement.

Dans les pays développés, à court terme le vieillissement démographique a des avantages pour l'Etat, les ménages et l'ensemble de la société qui voient leurs dépenses diminuées et l'investissement augmente. Les personnes âgées sont généralement très riches et très expérimentées. Elles peuvent donc consacrer leurs fortunes à la consommation, ce qui favorise la demande, augmente la production et la croissance des entreprises. Les personnes âgées contribuent au développement en mettant leur expérience, leur sagesse, leur savoir à la disposition des jeunes, des entreprises et de l'Etat.

A long terme le vieillissement démographique pose le problème de financement des retraites en rendant inadéquat le système de répartition à cause de la dégradation du rapport actifs sur inactifs alors le système de capitalisation n'est à la portée de tous les travailleurs. Il entraîne l'augmentation des dépenses de santé car les personnes âgées coûtent très cher et elles nécessitent plus de soins et plus d'entretiens.

Dans les pays en voie de développement, pour certains économistes l'explosion démographique a des avantages dans les PED, elle accélère le renouvellement de l'ancienne génération de travailleurs par une nouvelle génération de travailleurs plus qualifiés et plus ouverts au progrès techniques. Elle favorise la demande des biens et services et l'offre de travail.

Pour d'autres, elle constitue un frein au développement des PED, elle conduit à l'épuisement des ressources naturelles, alimente le chômage, l'insécurité, l'exode rural, l'immigration et implique d'importants programmes d'urbanisation. Par ailleurs, l'explosion démographique entraîne une augmentation des dépenses publiques allouées à l'éducation dans les PED, ainsi de 1980 à 1995 le budget d'éducation de Malawi a passé de 0,7% à 1% du PIB.

Enfin, la transition démographique se caractérise par la baisse de la fécondité qui est incontestablement un phénomène universel. Cependant ce caractère d'universalité cache une différence de situation entre les régions du monde. Les causes de la baisse sont diverses mais dans les pays du sud, elle explose encore pour des raisons bien connues. Les conséquences diffèrent selon la région. Dans les pays du nord, la fécondité ne permet pas le renouvellement des générations alors que la majorité des pays en développement est confronté à une explosion démographique.

Cette baisse est aussi un phénomène régional touchant fortement certains pays que d'autres : cas de la RFA et de Suisse qui connaissent un degré élevé de vieillissement de leur population par contre les pays de l'Afrique intertropicale connaissent une forte fécondité.

De nos jours, on assiste à l'apparition de phénomènes démographiques nouveaux aux conséquences inattendues surtout dans les pays en développement. Dans un futur proche les politiques démographiques en cours dans le monde permettront-elles de la maîtrise de la fécondité dans les pays en développement ?

Proposition 5 : Dans le cadre de la préservation de l'écosystème, il a été institué une journée mondiale de l'environnement.

A l'aide des documents ci-joint et de tes connaissances tu montreras le degré de dégradation de l'environnement et ensuite tu diras s'il est encore possible d'y remédier.

La dégradation de l'environnement est l'une des plus grandes menaces qui pèsent sur le monde d'aujourd'hui. A savoir que la dégradation de l'environnement est la détérioration de l'environnement par l'épuisement des ressources telles que la qualité de l'air, de l'eau et du sol; la destruction des écosystèmes; la destruction de l'habitat; l'extinction de la faune; et la pollution. Il est défini comme tout changement ou perturbation de l'environnement perçu comme délétère ou indésirable. Depuis un demi-siècle, une grande partie du monde, qui est constitués de zones arides et semi-arides, subit une sécheresse suite aux effets du changement climatique. Le monde est marqué par sa vulnérabilité au changement climatique et une forte pression sur les ressources naturelles qui menace l'écosystème et les conditions de vie des populations qui en dépendent. Ce sujet nous permet de comprendre les effets de l'homme sur l'environnement et les solutions possibles.

Quel est le degré de dégradation de l'environnement et les solutions possible pour y remédier ?

Dans un premier temps, nous parlerons du degré de dégradation de l'environnement et ensuite nous verrons s'il est encore possible d'y remédier.

Partie I.- La dégradation de l'environnement a atteint un niveau inquiétant.

A.- Plusieurs éléments de la nature ont subi des dommages irréversibles : les terres et les sols, les eaux, la faune et la flore

B.- Les répercussions sur la vie de l'homme sont également à noter :

L'impact sur la santé humaine et sur l'économie : les déplacements de populations, l'insécurité alimentaire, la perte de moyens de subsistance, les dégâts matériels, les blessures et les vies perdues et la probabilité que beaucoup de personnes ne seront plus en mesure de faire face. Le nombre de personnes touchées par les catastrophes climatologiques augmente, et continuera d'augmenter à moins que nous ne prenions des mesures visant l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets

Partie II.- Certaines actions de remédiation des entreprises peuvent encore sauver la planète

A.- La législation ou les diverses actions prises par les hommes pour la préservation de l'environnement peuvent servir à arrêter la déforestation, fixer des taxes élevées pour les activités qui nuisent à notre planète et soutiennent les comportements respectueux de l'environnement par des subventions financières, obliger les industries et les particuliers à éviter les activités qui entraînent une dégradation de l'environnement, émettre des amendes et sanctions pour les décharges illégales, réduire les niveaux de consommation, réutiliser et réduire la production de déchets, éviter le plastique, éduquer et convaincre les autres

B.- La fréquence et la persistance des catastrophes dans le monde ont augmenté avec le temps et des mesures sont en cours d'utilisation. Les catastrophes climatiques et météorologiques ont crû en nombre et en pourcentage de toutes les catastrophes. Les dangers que constituent les cyclones, les inondations, les sécheresses, les incendies ou les vagues de chaleur n'ont pas disparu tandis que le monde s'adaptait à la pandémie de COVID-19.

Bref, on peut dire que la nature a subi des dommages souvent irréversibles. La pollution, la dégradation et l'épuisement issus de la forte utilisation des ressources naturelles sont énormes. Le climat a changé et

les catastrophes sont fréquentes. Mais la journée mondiale a servi de déclic pour alerter sur le phénomène. Des actions sont prises et l'application es en cours.

Proposition 6 : L'abondance des RN est-elle suffisante au développement d'un pays ?

Après avoir montré que l'abondance des RN est favorable au développement d'un pays, montré qu'elle n'est pas suffisante à elle seule

Introduction :

Les ressources naturelles constituent pour de nombreux pays une source essentielle de richesses, capables de stimuler la production, les échanges et le financement du développement économique.

Les ressources naturelles désignent l'ensemble des éléments fournis par la nature, tels que le pétrole, les minerais, les ressources agricoles ou forestières, que l'homme exploite pour satisfaire ses besoins économiques.

Le développement économique et social durable correspond à une croissance capable d'améliorer durablement le niveau de vie des populations, tout en réduisant les inégalités et en préservant l'environnement pour les générations futures.

De la fin du XXe siècle à nos jours, la question de la contribution des ressources naturelles au développement économique et social durable suscite de nombreux débats, aussi bien dans les pays développés que dans ceux en développement.

Dès lors, on peut se demander **dans quelle mesure la disponibilité des ressources naturelles favorise le développement d'un pays sans pour autant garantir un développement durable et équilibré.**

Pour répondre à cette problématique, nous montrerons dans une première partie que l'abondance de ressources naturelles peut constituer un levier important du développement économique, et dans une seconde partie nous expliquerons qu'elle demeure insuffisante, à elle seule, pour assurer un développement économique et social durable.

Partie I. L'abondance des ressources naturelles : un facteur de développement économique

A. Les RN sont une source importante de richesses et de croissance

- Exploitation du pétrole, du gaz, des minerais et des ressources agricoles
- Augmentation des exportations et des recettes en devises
- Contribution à la croissance du PIB

B. Elles représentent un levier crucial de financement du développement

- Financement des infrastructures (routes, énergie, écoles, hôpitaux)
- Renforcement des budgets publics grâce aux taxes et redevances
- Amélioration potentielle du niveau de vie des populations

Partie II. La dotation en richesse est insuffisante pour assurer un développement durable

A. Les limites liées à la mauvaise gestion des ressources

- Mauvaise gouvernance et corruption
- Dépendance excessive à un seul produit (économie de rente)
- Faible diversification économique

B. La nécessité d'autres facteurs de développement

- Investissement dans le capital humain (éducation, santé)
- Industrialisation et transformation locale des ressources
- Mise en place de politiques économiques durables et inclusives
- Protection de l'environnement et gestion responsable des ressources

CONCLUSION

En définitive, la disponibilité en ressources naturelles constitue un atout important pour le développement économique, car elle permet de générer des revenus et de financer les politiques publiques. Toutefois, cette richesse ne garantit pas à elle seule un développement durable. Sans une bonne gouvernance, une diversification de l'économie et un investissement dans le capital humain, les ressources naturelles peuvent devenir un frein plutôt qu'un moteur du développement.

Dès lors, ne peut-on pas se demander si l'avenir du développement ne repose pas davantage sur la qualité des institutions et de l'éducation que sur la seule richesse du sous-sol ?

Proposition 7 : la baisse de la fécondité est un comportement démographique commun aux pays développés et aux pays en développement

A l'aide des documents ci-joints et de tes connaissances personnelles, tu montreras que les deux régions connaissent ce phénomène, mais il présente les caractéristiques différentes dans ces deux régions

La baisse de fécondité est un phénomène universel. Notons que la baisse de la fécondité est la diminution du nombre moyen d'enfants par femme en âge de procréer tandis qu'un comportement démographique est le fait pour couple d'envisager de faire ou d'arrêter des enfants. Les deux régions sont les pays développés et les pays en développement. A partir des années 1960-1970, cette baisse s'est généralisée dans le monde.

La baisse de la baisse de la fécondité présente-t-elle les mêmes aspects dans les deux régions ?

Dans une première partie, nous montrerons que les deux régions connaissent ce phénomène et dans une deuxième partie, nous mettrons l'accent sur les différences.

Partie 1 : La baisse de fécondité est un comportement démographique commun aux deux régions

La baisse de fécondité est un phénomène universel. Elle touche à la fois les pays développés et les pays en développement mais à des chronologies différentes.

Elle a commencé dans les PD juste après le baby-boom, dans les années 1960-1970. Ce phénomène a touché tous les PD. La fécondité dans ces pays est faible et uniforme. Elle est en dessous de la moyenne mondiale (2,45 enfants par femme en 2014).

Par contre la baisse de fécondité a commencé tardivement dans les PED comparativement au PD. Elle s'est amorcée dans les années 1990 mais à des niveaux mitigés selon régions des PED. Si dans certains PED, la fécondité est faible (Chine, Inde, pays maghrébins...), elle reste encore élevée dans les pays de l'Afrique Subsaharienne malgré sa baisse. Les facteurs qui expliquent la baisse de fécondité dans les deux régions sont multiples. Dans les PD, la baisse de fécondité est due à la baisse de la mortalité infantile, à l'augmentation du niveau de vie, à la multiplication des biens et services, à la stratégie d'ascension sociale.

Par contre elle est due à la forte croissance économique dans certains PED, au développement des politiques sanitaires et sociales, au développement de la scolarisation mais surtout pour les femmes les premières concernées. Si la baisse de fécondité est un phénomène propre aux PD et aux PED, elle se manifeste différemment dans ces deux régions.

Partie 2 : Cependant la baisse de fécondité présente des caractéristiques différentes selon les deux régions.

La baisse de fécondité se présente différemment dans les pays développés et dans les pays en développement.

Les pays développés sont en fin de transition démographique ou en régime démographique moderne, ce qui a pour conséquence une fécondité trop faible. La fécondité est faible et uniforme dans les pays développés. La fécondité a baissé et se situe jusqu'en dessous du seuil de renouvellement des générations dans ces pays (soit 2,1 enfants par femme). Ainsi que le renouvellement de génération n'est pas assuré dans les PD.

Les pays en développement sont caractérisés par une fécondité en baisse mais demeure toujours élevée. La plupart des PED sont en pleine transition démographique, qui a pour conséquence une forte augmentation de la population. La baisse de fécondité est mitigée dans les PED. Cette disparité de la fécondité dans ces pays fait que certains ont une fécondité en dessus de la moyenne mondiale (2,45 enfants par femme) tandis que d'autres sont en dessous de la moyenne mondiale. C'est ainsi que, le renouvellement de génération est assuré dans certains PED et il n'est pas assuré dans d'autres.

La baisse de la fécondité est un phénomène propre aux PD et aux PED. Cependant cette baisse présente une différence de situation entre les régions du monde. La baisse de la fécondité dans les pays développés ne permet pas le renouvellement des générations alors que la majorité des pays en développement est confronté à une explosion démographique.

Dans un futur proche les politiques démographiques en cours dans le monde permettront-elles de la maîtrise de la fécondité dans les pays en développement.

Proposition 7 : Le meilleur système fiscal est-il celui qui procure plus de recettes au trésor public ?
Après avoir montré qu'un système fiscal efficace peut viser la maximisation des recettes publiques (I), nous montrerons que des objectifs plus larges comme l'équité et la compétitivité économique sont également essentiels

Introduction :

« L'impôt, lorsqu'il est juste, est une force ; mais s'il devient inégal et pesant, il peut devenir destructeur », écrivait Montesquieu. Cette citation met en lumière la délicate balance à trouver entre la nécessité pour l'État de générer des ressources fiscales et l'impact de l'imposition sur l'économie et la société. Un système fiscal désigne l'ensemble des règles et des mécanismes par lesquels l'État prélève des impôts, afin de financer ses dépenses publiques. Les recettes fiscales représentent alors les montants perçus par l'État à travers l'imposition des revenus, des biens et des transactions. Dans un contexte mondial où les besoins de financement public ne cessent d'augmenter, la question se pose : le meilleur système fiscal se limite-t-il à celui qui maximise les recettes pour le Trésor public, ou doit-il également tenir compte d'autres critères comme la justice sociale et l'efficacité économique ? Ainsi, nous analyserons dans un premier temps pourquoi un système fiscal efficace peut viser la maximisation des recettes publiques (I), avant de montrer que des objectifs plus larges comme l'équité et la compétitivité économique sont également essentiels (II).

Partie 1 : La maximisation des recettes fiscales : un objectif fondamental pour l'État

A. Le financement des services publics et des infrastructures

Les recettes fiscales constituent la principale source de financement pour les services publics, tels que la santé, l'éducation et la sécurité, ainsi que pour les infrastructures nécessaires au développement économique. Par exemple, au Mali, l'État dépend largement des recettes fiscales pour faire face aux besoins urgents de reconstruction et de développement après les crises récentes. Sans une mobilisation efficace des recettes, la capacité de l'État à répondre aux attentes de ses citoyens et à soutenir le développement durable est gravement compromise.

B. L'ajustement budgétaire et la stabilité macroéconomique

Un système fiscal performant permet à l'État de maintenir des équilibres macroéconomiques. En réduisant les déficits et en évitant la dépendance excessive à l'endettement extérieur, l'État peut garantir une stabilité financière. Pour les pays en développement comme le Mali, le renforcement des capacités fiscales est crucial pour assurer une souveraineté financière face aux chocs extérieurs, comme la fluctuation des prix des matières premières sur les marchés mondiaux.

Partie 2 : Au-delà des recettes : l'importance de la justice fiscale et de l'efficacité économique

L'équité fiscale est de garantir la justice sociale

Un bon système fiscal ne se contente pas de maximiser les recettes ; il doit également garantir une répartition équitable de l'impôt, en évitant une pression fiscale excessive sur les classes les plus vulnérables. Les inégalités économiques, déjà préoccupantes au Mali, nécessitent une révision de la fiscalité pour qu'elle soit plus redistributive et inclusive. En favorisant un système fiscal équitable, l'État peut non seulement générer des recettes, mais aussi renforcer la cohésion sociale et la confiance des citoyens dans les institutions publiques.

La compétitivité économique est d'encourager l'investissement et la croissance

Un système fiscal trop lourd peut décourager l'investissement et la création d'emplois, ralentissant ainsi la croissance économique. Pour le Mali, un système fiscal doit être à la fois attractif pour les investisseurs et juste pour les citoyens. L'instauration de mesures fiscales incitatives, comme des exonérations temporaires pour les nouvelles entreprises, peut stimuler l'activité économique tout en garantissant que les recettes fiscales restent soutenues à long terme.

En définitive, un système fiscal qui maximise les recettes est certes essentiel pour financer les services publics et assurer la stabilité économique. Toutefois, cette perspective doit être enrichie par d'autres critères tels que l'équité

et l'efficacité économique. Le meilleur système fiscal est donc celui qui trouve un juste équilibre entre maximisation des recettes et contribution à la justice sociale, tout en soutenant la compétitivité et la croissance économique. Réfléchir à la fiscalité malienne à travers cette approche intégrée permettra de mieux répondre aux enjeux d'un développement durable et inclusif, notamment dans un contexte de crise économique persistante.

Proposition 8 : La crise énergétique actuelle mondiale a des conséquences économiques énormes mais aussi des perspectives. Après avoir examiné les causes de cette crise énergétique, évoquer ses conséquences et les perspectives.

La crise énergétique dans le monde a révélé certains des problèmes critiques du système économique actuel basé sur les combustibles fossiles qui ne sont disponibles que dans quelques pays exposant le reste du monde à une dépendance énergétique. Ce sujet nous permet de comprendre les causes, les conséquences et les perspectives de la crise énergétique actuelle dans le monde. De 2020 à 2024, la récente crise énergétique mondiale a provoqué une inflation sans précédent que la normale, une augmentation de la pauvreté et un ralentissement des économies les plus vulnérables.

Notons que lorsque les réserves d'énergie existantes ne sont plus disponibles en quantité suffisante pour couvrir les besoins, on parle de crise énergétique. Elle a des raisons qui sont nombreuses et complexes, souvent transversales et liées les unes aux autres et il est essentiel de les comprendre pour savoir comment prévenir ce phénomène.

Les conséquences de la crise énergétique peuvent être des perturbations des marchés mondiaux de l'énergie, une pression inflationniste, un ralentissement de la croissance économique et un déploiement d'énergies renouvelables plus propres et durables comme l'éolien et le solaire. Les perspectives de la crise énergétique se réfèrent généralement aux différentes manières de comprendre et d'aborder les défis liés à l'énergie dans le monde, comme les pénuries de carburant, les hausses de prix, et les impacts sur l'économie et l'environnement.

Quelles sont les causes, les conséquences et les perspectives de la crise énergétique mondiale actuelle ?

Dans un premier temps, nous examinerons les causes de la crise énergétique mondiale actuelle et dans un second temps, nous évoquerions les conséquences et les perspectives de cette crise.

Partie 1 : Depuis 2020, plusieurs facteurs concourent à la crise énergétique mondiale actuelle

La pandémie de COVID-19 qui a débuté fin 2019 a provoqué une récession mondiale en raison de la nécessaire introduction de règles strictes de distanciation sociale et de l'interruption de nombreuses activités économiques.

À mesure que l'urgence sanitaire s'améliorait, la demande de biens et de services a recommencé à croître en 2021, mais l'offre n'a pas pu répondre assez rapidement à cette augmentation rapide et constante de la demande.

La hausse des prix du gaz a entraîné une hausse du prix de l'électricité, car dans de nombreux pays, l'électricité est principalement produite dans des centrales thermoélectriques, qui utilisent du gaz pour produire de l'électricité.

Donc la hausse du prix du gaz et de l'électricité a augmenté les coûts énergétiques pour les familles et les entreprises, réduisant ainsi la consommation et les bénéfices des entreprises.

À cela s'ajoute une réduction de la production d'énergie à partir de sources renouvelables en 2022.

Cela est en partie dû au changement climatique, comme la sécheresse qui a frappé de nombreux réservoirs et entraîné une forte diminution de la production d'énergie hydroélectrique. Cela s'explique également en partie par la faiblesse des vents dans certaines zones de production d'énergie éolienne comme l'Europe du Nord. Il en est résulté une crise énergétique mondiale, une situation désormais maîtrisée mais qui nécessite quelques précautions pour l'avenir.

Dans le cas du Mali, on peut noter l'inexploitation de certaines ressources naturelles, la mauvaise gestion au niveau de la société EDM, la mauvaise politique gouvernementale en terme d'investissement, la pauvreté, l'insécurité, la mauvaise formation des travailleurs, l'insuffisance des barrages hydroélectriques et non entretenus, l'aristocratie, le manque d'ouverture aux reste du monde pour nous fournir l'énergie et l'insuffisance des infrastructures industrielle.

Donc, les principales causes de la crise mondiale étaient la demande plus élevée après la COVID-19, des conditions météorologiques défavorables qui ont affecté la production d'énergie à partir de sources renouvelables, la dépendance énergétique des économies aux combustibles fossiles, le retard dans les investissements dans les énergies renouvelables.

Partie 2 : La crise énergétique a des conséquences énormes mais aussi des solutions possibles.

Elle a eu plusieurs conséquences comme l'obscurité favorisant l'insécurité, le faible taux de croissance économique par l'arrêt des entreprises vulnérables, les mécontentements qui peuvent conduire à beaucoup de choses.

Comme perspectives, l'État peut introduire des mesures de soutien économique pour les familles et les entreprises les plus durement touchées par la hausse des prix du gaz et de l'électricité et réduire les taxes sur certains produits et services afin de contenir la hausse des coûts des matières premières.

Dans certains pays, on peut diversifier les approvisionnements en gaz et augmenter le niveau de stockage en cas de crise future, tout en mettant à disposition des stocks d'urgence pour réduire les effets de la crise énergétique sur l'économie.

La majorité des pays ont également augmenté leurs investissements dans les sources renouvelables et les technologies vertes, afin d'accélérer la transition énergétique grâce à des stratégies de décarbonation plus ambitieuses.

Au niveau individuel, nous pouvons contribuer à prévenir la crise énergétique en économisant l'énergie, en adoptant de bonnes habitudes et en investissant dans l'efficacité énergétique comme l'utilisation davantage des transports publics pour se déplacer, faire du vélo ou marcher au lieu de conduire lorsque cela est possible, conduire plus intelligemment pour économiser du carburant, achat du véhicule électrique, remplacer les vieilles ampoules par des lumières LED etc.

La transition énergétique est le meilleur moyen de prévenir de nouvelles crises énergétiques, en réduisant notre dépendance aux combustibles fossiles afin de pouvoir passer aux énergies renouvelables.

Il s'agit d'un processus long et complexe, mais nous pouvons tous apporter notre contribution en adoptant un mode de vie plus durable.

Au Mali, on peut solutionner par l'ouverture au monde, l'exploitation des ressources énergétiques, une bonne politique et gestion de la part du gouvernement et acteurs de l'industrie.

Enfin, lorsque les besoins en énergie ne peuvent plus être satisfaits avec les moyens et les réserves disponibles, une crise énergétique se produit. La crise énergétique mondiale actuelle a été déclenchée par la pandémie de COVID-19 et exacerbée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022. Elle s'est propagée dans le monde entier. Elle a des conséquences importantes sur la vie sociale et économique. Elle est d'une profondeur et d'une

complexité sans précédent qui ont plongé les marchés énergétiques mondiaux dans la tourmente, alimenté les pressions inflationnistes et ralenti la croissance économique. L'Europe est au centre de cette crise, mais elle a des implications majeures pour les marchés, les politiques et les économies du monde entier. Les plus pauvres et les plus vulnérables sont susceptibles d'en souffrir le plus. Elle est marquée par une augmentation de la demande d'électricité, stimulée par une amélioration des perspectives économiques.

En réponse, on note une accélération du déploiement d'énergies renouvelables propres et durables, telles que l'éolien et le solaire, des subventions, des recherches des nouveaux gisements, de l'augmentation de la production du pétrole etc. On peut compter aussi sur les technologies et quelques solutions appropriées pour y faire face. Peut-on dire que les PED vont s'en sortir de cette crise énergétique sans effondrement économique ?

Proposition 9 : L'économie malienne face à la crise énergétique : carburant 'moteur' fragile de la croissance.

Après avoir montré l'importance de l'énergie (carburant) pour la CE du Mali, analyse les limites que les pénuries récurrentes imposent au développement et au bien-être des populations

Le Carburant est un élément essentiel de l'économie malienne qui est utilisé par plusieurs secteurs économiques importants. Notons que le Carburant est un combustible qui fournit l'énergie nécessaire. Elle a un impact sur la Croissance économie qui est l'augmentation soutenue de la production d'un pays pendant Une longue période. Depuis septembre 2025, le Mali vit sa crise du Carburant qui s'est aggravée en Novembre en paralysant tous les secteurs de l'activité économique. Ce sujet nous permet de comprendre le rôle crucial du carburant dans l'activité économique du Mali et ses limites. Les pénuries récurrentes, causées par des facteurs géopolitiques et de sécurité, paralysent les activités, augmentent les coûts, ralentissent la croissance et menacent directement les moyens de subsistance des populations.

En quoi peut-on dire que le carburant est un 'moteur' fragile de la croissance ?

Dans un premier temps, nous montrerons l'importance de l'énergie (carburant) pour la CE du Mali et dans un second temps, nous analyserons les limites que les penuries recurrentes imposent au développement et au bien-etre des populations.

Partie 1 : Au Mali, le carburant est le moteur essentiel de l'économie. Il alimente les transports, l'industrie minière et la production d'électricité, ce qui en fait un pilier de la croissance.

Le carburant contribue aux éléments essentiels de la croissance économique du Mali. Son rôle se manifeste dans plusieurs domaines qui sont :

- **Les Transports, logistique et mobilité :** Le carburant alimente les véhicules particuliers, les transports publics et les camions de marchandises. Sans lui, la circulation des biens et des personnes est paralysée, ce qui freine le commerce et les échanges régionaux.
- **L'Agriculture :** Les machines agricoles, la motorisation des pompes d'irrigation et le transport des récoltes dépendent du carburant. Dans un pays où l'agriculture est un secteur vital, toute rupture d'approvisionnement affecte directement la production et la sécurité alimentaire.
- **L'Industrie et services :** Les usines, les petites entreprises et même les générateurs électriques reposent sur le carburant. Il est donc indispensable pour maintenir la productivité et l'emploi.
- **Les Recettes fiscales :** Les importations de carburant génèrent des revenus douaniers et fiscaux importants pour l'État, contribuant au financement des infrastructures et des services publics.
- **La Production d'Électricité :** Une part importante de l'énergie est produite via des groupes électrogènes utilisant du carburant, le manque d'essence paralysant l'accès à l'électricité, notamment à Mopti.

Partie 2 : Les pénuries récurrentes ont des impacts significatifs sur la CE et le bien-etre des populations.

Les ruptures d'approvisionnement en carburant au Mali ont des effets multiples et négatifs. Elles bloquent les transports, ralentissent l'industrie et perturbent les activités commerciales.

La fermeture des frontières et les blocus imposés par des groupes armés ont provoqué des ruptures d'approvisionnement, gelant les activités commerciales. Donc la pénurie entraîne une hausse des tarifs du transport et une inflation générale des produits alimentaires, impactant le pouvoir d'achat des ménages.

Les pénuries paralysent les services de santé, l'aide humanitaire, et ont forcé la fermeture d'écoles et d'universités.

Le ralentissement industriel et commercial entraîne le chômage, aggravant la pauvreté. Ainsi une baisse de l'activité liée au manque de carburant contracte significativement les recettes fiscales.

Pour pallier ces crises, les autorités maliennes cherchent à sécuriser les chaînes d'approvisionnement et à diversifier les sources d'énergie

Notons aussi que les opérations de récolte et de transformation, notamment dans des zones clés comme l'Office du Niger, sont fortement perturbées. Cela menace la sécurité alimentaire et les revenus des paysans.

Les populations subissent des difficultés quotidiennes : longues files d'attente pour s'approvisionner, hausse du coût du transport, accès limité aux soins et à l'éducation faute de mobilité.

Les attaques contre les convois d'hydrocarbures par des groupes armés aggravent la crise, rendant l'approvisionnement instable et risqué.

Enfin, on peut dire que Le carburant est un moteur essentiel de la croissance économique du Mali. Tous les secteurs font usage du carburant et contribuent à la CE et au bien-être en fournissant à l'État les ressources nécessaires aux investissements et aux services publics. Mais les pénuries récurrentes freinent le développement, accentuent la pauvreté par l'inflation, le chômage et fragilisent la cohésion sociale. Tant que l'approvisionnement restera vulnérable aux aléas logistiques et sécuritaires, le pays aura du mal à exploiter pleinement son potentiel économique.

Faïçal Sidibé 77 77 05 04